

# *l'Anti*capitaliste

n°741 | 13 février 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



## ZOOM

Argentine, la «fierté antifasciste et antiraciste» mobilisée contre Milei

Page 3

## INTERNATIONAL

Afrique. Trumperie létale

Page 4

## ARGUMENTS

Malcolm X et le combat pour les droits civiques aux États-Unis

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec Caroline Chevé, nouvelle secrétaire générale de la FSU

Page 8

## Édito

### Macron, Ferrand... et Le Pen en embuscade

Par ALEX BACHMAN

**L**undi 10 février Macron a annoncé par un communiqué qu'il présentait la candidature de Richard Ferrand pour remplacer Fabius à la présidence du Conseil constitutionnel.

Successivement conseiller général, conseiller régional, député du Finistère, président du groupe LRM à l'assemblée, Ferrand a été le premier élu PS à se rallier à Macron en 2016. Il est surtout connu pour l'affaire des Mutuelles de Bretagne. En 2011, alors que Ferrand en était le directeur, celles-ci ont loué à Brest des locaux achetés par Sandrine Doucen, avocate et compagne de Ferrand. Doucen avait obtenu le prêt pour cette acquisition grâce à la promesse de location des Mutuelles de Bretagne. Malgré l'action d'Anticor les faits ont été définitivement classés sans suite pour prescription en 2022.

Ferrand, politicien professionnel, mouillé dans des affaires politico-financières, est un parfait représentant de « l'ancien monde » dont parlait Macron en 2016. Ce n'est certainement pas lui qui va représenter les intérêts des travailleurs et des travailleuses, des classes populaires, dans ce bastion du pouvoir de la bourgeoisie qu'est le Conseil constitutionnel.

Si sa candidature est validée par les deux commissions des lois de l'Assemblée et du Sénat, il sera en place pour un mandat de neuf ans. Il ne faudra certainement pas non plus compter sur lui pour préserver ce cadre démocratique plus qu'imparfait et faire rempart contre le fascisme en cas d'accession du RN au pouvoir, que ce soit en 2027 ou avant en cas de présidentielle anticipée.

Le RN a déjà prévu de passer par l'article 11 de la Constitution pour faire adopter par référendum toute une série de mesures racistes et inscrire dans la Constitution la « maîtrise » de la politique migratoire. Au programme interdiction des régularisations, répression de l'aide aux migrantEs, fin du regroupement familial, « priorité nationale » pour l'accès au logement et à l'emploi, exclusion des étrangerEs des prestations sociales, etc. Toutes mesures en opposition avec les principes de la Constitution actuelle. Pour s'opposer au fascisme et aux politiques racistes, nous ne pouvons et nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes et sur nos mobilisations.

### Bien dit

*L'instrumentalisation de la justice pénale des mineurEs à des fins sécuritaires tend à faire oublier l'effondrement de la protection de l'enfance et des moyens qui lui sont alloués.*

Tribune sur le Club de Mediapart, « Face aux drames et au populisme pénal, défendre le droit à l'éducation pour toutes et tous les enfants de ce pays », le 10 février 2025.

## À la Une

GAZA, L'INHUMANITÉ ABJECTE DU PLAN TRUMP

# OppriméEs et exploitéEs du monde entier, solidarité!

Les images post-cessez-le-feu qui nous parviennent montrent le contraste entre le retour à la vie « normale » après la fin des bombardements et l'horreur des destructions à Gaza. Respectant cette partie de l'accord, l'armée d'occupation s'est retirée du corridor Netzarim qui coupait la bande en deux.

**C**e corridor est celui des tirs de snipers et des assassinats sans sommation. Les images sont celles du retour dans un décor lunaire de désolation et de destruction. Mais celles d'un retour quand même.

### Renverser les normes internationales

Dans ce contexte, Trump a renouvelé plusieurs fois son souhait de « nettoyer » Gaza. Expulser les GazaouiEs pour les expédier dans d'autres pays. L'appel de Trump à un nettoyage ethnique de Gaza est l'affirmation d'un mouvement mondial, avec Israël à l'avant-garde, qui cherche à renverser les normes internationales établies de longue date. Les liens des PalestinienNEs avec cette terre s'opposent directement à ce projet.

Dans la logique décrite, Gaza n'est plus qu'un lotissement en bord de mer, prêt à être acquis et investi. En prenant exemple sur la « Riviera » de la Côte d'Azur comme argument de vente. Trump a évoqué le potentiel de rendre à Gaza sa grandeur — mais sans les GazaouiEs.

### Plan incohérent

Dans la conférence de presse qu'il a tenue avec Netanyahu, il a aligné les propos incohérents et contradictoires sur son « plan ». D'un côté, les PalestinienNEs pourraient revenir, de l'autre ils auraient des « maisons tellement belles qu'ils ne voudraient plus partir ». Il a insisté sur le contrôle américain sur la bande de Gaza. Il a évoqué vouloir convaincre l'Égypte ou la Jordanie pour déporter les PalestinienNEs.



Et payer la reconstruction avec l'argent saoudien. En revanche, pas question de délivrer des visas pour venir aux États-Unis. La plupart des journaux mainstream ont adopté le langage de Trump lorsqu'il s'agit de la Palestine. Le *New York Times* a parlé de « réinstallation » des PalestinienNEs comme si le déplacement forcé et le nettoyage ethnique étaient un casse-tête logistique plutôt qu'un crime contre l'humanité. Sur France Info, un journaliste explique : « On a envie de voir si cette proposition de Trump a vocation à exister sur le plan économique [...] »

La bande de Gaza en Riviera, est-ce que ça a du sens pour le professionnel du tourisme que vous êtes ? La bande de Gaza a des atouts, on l'a déjà dit... »

### Déshumanisation à son comble

Nulle part il n'a été fait mention du nettoyage ethnique ou de la reconnaissance de ceux qui cherchent à chasser la population indigène. La déshumanisation est à son comble. Même si la couverture médiatique peut être critique sur les plans de Trump, ce n'est pas la moralité de l'acte qui est mise en doute, mais

plutôt sa faisabilité. L'accent porte essentiellement sur les défis pratiques d'un tel projet : les obstacles logistiques, les hésitations des gouvernements arabes, le risque d'instabilité régionale et le sérieux de Trump. Par exemple, dans *The Economist*, on évalue son plan « époustouflant » comme un « levier » destiné à faciliter la normalisation avec l'Arabie saoudite et à donner à ce pays une justification pour normaliser ses relations après 15 mois de massacres et de destructions à Gaza. Nulle part pour indiquer que déporter des gens est un crime, d'autant plus grand qu'il s'agit d'un peuple victime de génocide. Nulle part pour même se demander ce qu'en penseraient les personnes concernées à qui on n'a pas demandé leur avis.

### Un vieux rêve fasciste

Trump a plusieurs fois insisté sur le fait qu'il allait convaincre l'Égypte et la Jordanie d'« accueillir les GazaouiEs » qui auront des maisons « merveilleuses » car l'Arabie saoudite a « énormément d'argent ».

Il s'agit d'une continuation du génocide et d'une purification ethnique et raciste. En déportant en masse aux USA et en le proposant en Palestine, Trump donne corps à un vieux rêve raciste et fasciste de sociétés avec des populations subalternes. Il s'agit d'un projet pour les PalestinienNEs mais également pour tous les oppriméEs et les exploitéEs du monde entier. Les PalestinienNEs sont chez eux — ils resteront chez eux.

Édouard Soulier



## Acturama

### Un toit, c'est un droit!

Les personnels d'au moins 27 établissements scolaires de Paris étaient mobiliséEs jeudi 6 février en réponse à la suppression brutale du Dispositif lycéen. Cette mesure prive de logement des jeunes migrants, déjà en grande précarité. Leurs conditions de vie deviennent difficiles en foyer d'urgence, ce qui remet en cause la poursuite d'études. Une première mobilisation qui appelle d'autres actions pour reloger dignement les 108 lycéens concernés. © DR

## AMÉRIQUE LATINE Argentine, la «fierté antifasciste et antiraciste» mobilisée contre Milei

Samedi 1<sup>er</sup> février ont eu lieu dans toute l'Argentine d'immenses manifestations en réponse au discours tenu par Milei au forum de Davos la semaine précédente.

Par un discours d'une demi-heure devant le gratin du monde capitaliste, Milei, dans un mimétisme significatif avec Trump, a déroulé le catalogue de ses haines : les féministes, le «wokisme», les couples homosexuels (qu'il accuse de pédophilie), le progressisme, la gauche et les «gauchistes» (qu'il faut «faire déguerpir»...).

Des centaines de milliers de personnes dans tout le pays se sont dressées non seulement contre Milei et son idéologie, mais pour affirmer leur volonté de lutter pour tous les droits démocratiques et sociaux et faire barrage à la vague fascisante qui déferle dans le monde.

### Collectifs féministes et LGBT

C'est derrière la banderole de tête «Fierté antifasciste et antiraciste» que des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Buenos Aires. Convoquées dans la semaine par des assemblées dans les universités (celle de Buenos Aires avait rassemblé 5 000 personnes) d'abord à l'initiative de collectifs féministes et LGBT, puis à l'appel de très nombreux collectifs et organisations sociales, culturelles ou politiques. Et cela s'est répété dans plus de 120 villes et localités d'Argentine.

Milei, qui peut encore profiter d'une stabilisation politique et macro-économique qui lui est globalement favorable, a rallumé le feu qui couve dans toutes les couches de la population depuis son arrivée au pouvoir. La grande majorité de la population souffre



d'une lourde détérioration de ses conditions de vie : inflation, toujours forte, même si elle est en recul ; licenciements ; détérioration des services publics. Mais à part deux journées de mobilisation syndicale en janvier 2024 et lors du 1<sup>er</sup> Mai et de nombreuses luttes locales, la dimension économique n'a pas été la dominante des réactions populaires à la politique de Milei. C'est surtout sur des thèmes de société, la mémoire de la dictature ou la défense de l'université qu'ont eu lieu les plus grandes manifestations de l'an passé.

### Vague de fond pour la démocratie

Cette fois c'est clairement une opposition frontale à l'idéologie d'extrême droite qui s'est massivement exprimée. Toutes les catégories de la population (même si majoritairement des classes moyennes), toutes les oppositions et tous les combats contre Milei étaient présents. Les jeunes, les femmes et les communautés LGBT en tête. Mais tous

uniEs par une volonté politique commune de défense de la démocratie sous tous ses aspects.

Face à cette vague de fond, Milei a, pour la première fois, fait un peu marche arrière. Affirmant qu'on avait déformé ses propos et déclarant «respecter les homosexuels» et laissant entendre que, contrairement aux déclarations de son ministre de la Justice, il renoncerait à abroger une loi qui réprime fortement les féminicides.

L'avenir du mouvement va dépendre de sa capacité à s'inscrire dans la durée. En l'absence de représentation politique qui puisse l'incarner, il peut compter sur la répétition des assemblées locales et dans les universités et la préparation des prochaines échéances de mobilisation dans la rue, le 8 mars pour la Journée internationale des droits des femmes et le 23 mars, jour de mémoire contre la dictature.

Fabrice Thomas, le 6 février 2025

## AFRIQUE CENTRALE L'exigence d'un cessez-le-feu en République démocratique du Congo

Les Nations unies dressent un nouveau bilan des morts survenues à la suite de la prise de Goma, la capitale régionale du Nord-Kivu de la République démocratique du Congo (RDC), par le groupe armé M23 soutenu par les troupes rwandaises. Près de 3 000 décès ont déjà été dénombrés.

En dépit de l'annonce d'une trêve unilatérale proclamée par le M23, ce dernier continue à progresser vers le Sud-Kivu. Une intense bataille a eu lieu à Nyiabibwe, à 70 kilomètres de la capitale régionale Bukavu. Les forces armées de la RDC sont renforcées par celles du Burundi qui a déployé plus de 10 000 hommes.

### Condamnation de forme

Les violences ont pu être documentées dans une grande ville comme Goma mais ces bilans laissent de côté les nombreux crimes de guerre commis par le M23 contre les habitantEs des villages situés sur leur chemin de conquête. La désapprobation de l'intervention rwandaise en RDC est presque unanime. En revanche, les divisions se font jour sur les sanctions à adopter.

La Chine, traditionnellement réservée sur les prises de position concernant les conflits en Afrique, s'est positionnée pour exiger le retrait du Rwanda et du M23 des territoires conquis. Elle exploite 70% des mines du pays et est inquiète pour ses intérêts économiques. Dans le même temps, le Rwanda reste pourtant un excellent client dans le domaine des infrastructures.

Pour l'Europe, le malaise est tangible. L'UE a signé un accord commercial sur les minerais rares avec le Rwanda en sachant pertinemment que les trois quarts de cette production proviennent du pillage des mines de RDC. Quant à

Le sommet de Tanzanie regroupant les pays de la région s'est tenu samedi 8 février. Il appelle à un cessez-le-feu qui apparaît très hypothétique.



la France, elle dépend des troupes rwandaises pour sécuriser les installations pétrolières notamment celles de TotalEnergies dans la région de Cabo Delgado au Mozambique.

### Résultat décevant pour la RDC

La Tanzanie a accueilli un sommet rassemblant les deux entités régionales représentant l'Afrique centrale (EAC) et l'Afrique australe (SADC). Les deux structures ont appelé à un cessez-le-feu immédiat pour mener les opérations humanitaires. Elles ont aussi fusionné leur médiation de paix.

Autre décision, celle d'organiser dans les prochains jours un plan de sécurisation du cessez-le-feu. En l'absence d'informations plus précises, les interprétations sont différentes. Ainsi pour Kinshasa ce plan sous-entend le départ des troupes du M23 de Goma.

Enfin, le sommet appelle à l'ouverture des négociations directes entre la RDC et le M23 que le président congolais Tshisekedi a toujours refusées. Il semble au vu des

rapports de forces qu'il n'a plus le choix, d'autant qu'à l'intérieur même de la RDC, les responsables religieux se sont prononcés pour un dialogue avec le groupe armé. Si l'EAC et la SADC ont assuré de leur soutien la souveraineté et l'intégrité territoriale de la RDC, elles n'ont cependant pas demandé le départ des troupes rwandaises.

### Recomposition régionale

Il est peu probable, même si le projet de cessez-le-feu se réalise, que la RDC revienne à la situation antérieure. L'intervention rwandaise lui a permis de mettre la main sur d'importantes ressources minières qui, au-delà de gains financiers, renforcent son poids comme fournisseur de matières premières pour la transition énergétique des pays riches. Cette intervention a ouvert aussi pour nombre de pays de nouvelles possibilités en RDC, dont l'Ouganda et la Tanzanie entendent bien profiter. Mais elle crée aussi des inquiétudes. Le Burundi, opposé depuis longtemps au Rwanda, voit d'un mauvais œil que des troupes alliées à Kigali stationnent dans le Sud-Kivu tout près de sa frontière.

Le risque d'une extension du conflit, comme la RDC l'a déjà connue à la fin des années 1990, ne peut hélas être écarté. Si la violation de la souveraineté de la RDC par le Rwanda doit être condamnée, le constat reste que les grands pays capitalistes continuent de profiter des richesses du Congo, laissant les pays d'Afrique centrale se battre pour les miettes.

Paul Martial

## No comment

Annulez-le et rien ne va plus, qu'un véritable enfer se déchaîne. Le Hamas comprendra ce que je veux dire.

DONALD TRUMP, le 10 février 2025, à propos du cessez-le-feu à Gaza. Il pourrait donc y avoir pire que le nettoyage ethnique...

## Agenda

**Vendredi 14 février, soirée «Palestine libre», Ivry-sur-Seine.** À 18h30, à l'Esplanade Robespierre, 2 rue Robespierre, métro Mairie d'Ivry / RER C. Débats – Concert – Restauration – Stands.

**Samedi 15 février, formation du NPA 31 avec Simon Picou : «Où en est la crise du capitalisme?», Toulouse.** À 14h, salle Maude Sykes Andral, 1, allée Jacques Chaban Delmas, métro Marengo.

**Samedi 15 février, soirée d'écologie trans décoloniale au DOC, Paris 19<sup>e</sup>.** À partir de 16h, 26 bis rue du Docteur Potain. Concert, table ronde, show drag et DJ set au profit de Tran To Nga, résistante franco-vietnamienne qui se bat contre Bayer-Monsanto.

**Samedi 15 février, soirée anticarcérale et anticoloniale, en soutien aux prisonnierEs kanak et palestinienEs, Montreuil 93.** À partir de 16h, à la Parole errante, 9 rue François Debergue à Montreuil.

**L'ANTICAPITALISTE**  
PRÉSENTE  
**ROUGE**  
LA COULEUR QUI ANNONCE LE JOURNAL  
Un documentaire d'Olivier Besancenot

17 FÉV	.... BORDEAUX (93)	..... CINÉMA UTOPIA*
20 FÉV	.... BRESSOL (82)	..... CINÉMA LA MUSE
06 MAR	.... HÉROUVILLE-SAINT-CLAIR (14)	.... CAFÉ DES IMAGES*
11 MAR	.... SAINT MARTIN D'HÈRES (98)	..... MON CINÉ*
24 MAR	.... LOUVIERS (27)	..... LE GRAND FORUM*
27 MAR	.... AVIGNON (84)	..... CINÉMA UTOPIA*
06 AVR	.... ROUEN (76)	..... CINÉMA OMNIA RÉPUBLIQUE

\*en présence d'Olivier Besancenot

**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**  
**l'Anticapitaliste.org**

## l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire de rédaction :**  
Fabienne Brifault

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



## AFRIQUE Trumperie létale

En quelques secondes, le temps d'une signature, Trump et Musk mettent en danger de mort des millions de personnes, confirmant la précarité des aides des pays riches.

« Des fous radicaux », c'est ce que pense Trump des dirigeants de l'USAID (l'agence des États-Unis pour le développement international) dont il vient de geler pour 90 jours l'activité. Son comparse Elon Musk compare la structure mise en place en 1961 par Kennedy avec une « organisation criminelle ». Les personnels de l'agence de développement sont mis à pied, ceux travaillant à l'étranger doivent rentrer avant la fin du mois à Washington et les personnels locaux sont pour la plupart licenciés.

### Des millions de victimes potentielles

Le devenir de l'USAID est incertain, la plupart des observateurs parient sur une intégration au Secrétariat d'État (l'équivalent du ministère des Affaires étrangères) permettant ainsi d'en finir avec la large autonomie dont bénéficie l'organisme.

Doté d'un fonds de plus de 40 milliards de dollars, le principal bénéficiaire n'est pas l'Afrique qui n'arrive qu'en seconde position mais l'Europe avec l'aide à l'Ukraine, qui s'est élevée à 17 milliards de dollars pour des projets de soutien à l'économie et aux institutions.

En 2023, l'Afrique a bénéficié de plus de 15 milliards de dollars avec deux postes importants, l'aide d'urgence et la santé. La coupe brutale et sans préavis met en danger de mort des millions de personnes en les privant de leurs médicaments, notamment les antiviraux pour le traitement du VIH.

Ce gel fragilise également les structures de prévention sanitaire, tant les dispositifs d'alerte précoce contre les épidémies que la logistique pour la distribution des vaccins. Cet affaiblissement est d'autant plus inquiétant qu'il se conjugue dans le même temps avec le retrait des États-Unis de l'OMS (Organisation mondiale de la santé).

### Un ordre injuste

De nombreuses personnes aux États-Unis considèrent cette mesure comme néfaste surtout pour la politique américaine qui risque de subir les effets négatifs, que cela soit sur la fiabilité des engagements des pays ou l'affaiblissement de son soft power et de son pouvoir de pression. Ce qui est certainement vrai. Mais cette mesure illustre surtout et tragiquement que si les politiques d'aide au développement des pays riches existent, c'est parce que ces mêmes pays riches imposent les politiques d'ajustements structurels qui perdurent sous d'autres noms, profitent de la division internationale du travail pour piller les ressources des pays dits pauvres avec la complicité des potentats locaux.

La volonté de démanteler l'USAID, couplée avec les réductions des politiques d'aide au développement des pays européens — rappelons que les Pays-Bas vont réduire leur dotation de 9 milliards de dollars dans les quatre ans à venir, et les budgets 2025 de la France et de l'Allemagne diminuent respectivement de 2 milliards et 1,7 milliard de dollars — démontrent que la solution ne réside pas dans la dépendance de l'aide mais dans une lutte pour un changement fondamental de l'ordre mondial. Un combat réellement de... « fous radicaux ».

Paul Martial



## ÉTATS-UNIS Face au coup d'État Trump-Musk, des résistances dans les tribunaux et les rues

Le président Donald Trump et le milliardaire Elon Musk se sont déchaînés, fermant des agences gouvernementales, licenciant des milliers de travailleurEs et voulant pousser deux millions d'employéEs fédéraux à démissionner.

Des actions qui menacent le bien-être de millions d'AméricainEs : les enfants, les personnes âgées, les handicapéEs, les fonctionnaires fédéraux et d'autres personnes qui dépendent du gouvernement fédéral. Ces actions constituent une sorte de coup d'État technocratique, en cours au sommet et au sein même du gouvernement, ce que l'on appelle en Amérique latine un « auto-golpe » (un coup d'État contre son propre gouvernement), car les techniciens de Musk, pour la plupart des jeunes hommes qu'il emploie, prennent effectivement le contrôle en réquisitionnant les systèmes informatiques de l'État. L'assaut de Trump a laissé le pays dans un état de choc et de confusion.

### Pression judiciaire

Dans le même temps, un mois seulement après le début de son second mandat présidentiel, Trump a galvanisé des résistances à la fois dans les tribunaux et dans la rue. Ces résistances, encore modestes et limitées, commencent cependant à prendre l'allure d'un mouvement populaire de masse.

Les procès intentés devant les tribunaux fédéraux ont au moins temporairement empêché Trump de mettre en œuvre

tous ses décrets. Un tribunal fédéral a empêché Trump de geler des milliards de dollars de subventions et de prêts. Un autre a empêché Musk et son Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) d'accéder aux dossiers du département du Trésor. Un autre encore a bloqué la tentative de Trump de forcer des employéEs fédéraux à prendre leur retraite. Un tribunal l'a également empêché de mettre fin au droit de naissance à la citoyenneté. Dans certains cas, Trump et Musk n'ont pas respecté les décisions de justice. Le nombre d'actions en justice ne cesse d'augmenter : les étudiantEs intendent des procès pour empêcher la prise de contrôle du ministère de l'Éducation par le DOGE et les syndicats intendent des procès pour protéger les emplois des fonctionnaires fédéraux.

Pendant ce temps, des dizaines de millions d'AméricainEs, 1500 par minute, appellent leurs représentants au Congrès, saturant complètement le système téléphonique du Congrès. Ils appellent pour se plaindre que leur emploi public est menacé, que l'association dont ils dépendent n'a pas reçu de paiement, ou bien leur entreprise ou enfin eux-mêmes, ou simplement pour dénoncer ce que Trump et Musk font au pays.

### Le mouvement 50501

Dans la rue, des dizaines de milliers de personnes ont protesté contre les décrets de Trump dans les villes du pays. Manifestations organisées par un mouvement émergent appelé 50501, ce qui signifie 50 manifestations dans 50 États en une seule journée. Ces manifestations, dont beaucoup se sont déroulées dans les capitales des États, ont eu lieu dans au moins 40 États, tant républicains que démocrates, et ont varié en taille, d'une poignée à des centaines ou des milliers de personnes. Elles ont abordé une grande variété de questions particulières, mais aussi la grande question de la tentative d'imposer un gouvernement oligarchique autoritaire qui ignore les institutions démocratiques. Dans l'une des manifestations, une femme portait une pancarte sur laquelle on pouvait lire : « C'est un coup d'État : Affrontez, ne collaborez pas ! »

Parmi les plus importantes manifestations jusqu'à présent, des milliers de personnes ont défilé à Los Angeles pour protester contre l'expulsion d'immigréEs par Trump, bloquant des rues et paralysant brièvement une grande autoroute. À New York, des milliers de personnes, dont un certain nombre d'enfants et d'adolescents

non binaires, se sont rassemblées à Union Square pour protester contre l'attaque de Trump contre les soins d'affirmation de genre pour les enfants trans.

### « Stop au fascisme »

Certaines de ces manifestations ont été menées par des politiciens du Parti démocrate, comme la sénatrice Elizabeth Warren qui a pris la tête d'un groupe d'élus, d'employéEs fédéraux et de citoyenNEs ordinaires qui ont manifesté devant le département du Trésor. Des élus et des fonctionnaires démocrates ont également pris la tête d'une autre manifestation à Washington DC, pour protester contre la fermeture de l'USAID, l'agence américaine d'aide et de développement.

Des manifestantEs de tous âges, de tous sexes et de toutes origines ethniques ont porté des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Stop Musk », « Stop Trump », « Arrêtez le projet 2025 » (le programme républicain), « Arrêtez le coup d'État » et « Stop au fascisme ». D'autres portaient des pancartes avec : « Chrétiens, aimez votre prochain ». Dans certaines manifestations, les manifestantEs arboraient le drapeau américain, le drapeau arc-en-ciel LGBTQ, le drapeau mexicain et le drapeau palestinien. Ce mouvement peut-il devenir un mouvement de millions de personnes capable de bloquer la politique de Trump-Musk ?

Dan La Botz,  
traduction Henri Wilno

## ALLEMAGNE Manifestations de masse contre un nouveau virage à droite du « centre démocratique »

Fin janvier 2025, Merz, le « candidat à la chancellerie » du parti conservateur CDU/CSU, a délibérément brisé le tabou. Il a déposé au Bundestag deux motions et un projet de loi visant à détruire ce qui reste du droit d'asile et à développer encore plus l'État de surveillance.



### Plus qu'une tactique, une stratégie : renforcer les milliardaires

La manœuvre de la CDU de Merz (et de ses soutiens) au Bundestag dessine le projet d'une nouvelle poussée vers l'extrême droite. Le processus d'adaptation rapide du « centre démocratique » à l'AfD et à son mépris de l'humanité est toutefois bien plus qu'une simple tactique électorale.

Derrière se cache la stratégie d'une restructuration autoritaire de l'État, une sorte de « trumpisme made in Germany ». Elle vise à renforcer encore le pouvoir des milliardaires et des entreprises face aux crises et aux guerres mondiales. Elle a été préparée dès 2024 avec le catalogue de revendications des associations de capitaux pour « plus de compétitivité ». Les campagnes menées depuis et massivement renforcées par les médias, surtout contre la « migration irrégulière », mais aussi contre le « déclin de l'économie allemande », contre « trop de bureaucratie », contre les chômeurEs « qui craignent le travail » et les salariéEs « qui fêtent leur maladie », renforcent politiquement cette stratégie.

### Une politique d'adaptation du SPD et des Verts

Au lieu de s'opposer de manière offensive aux attaques croissantes contre les droits des réfugiéEs, des femmes, des bénéficiaires du revenu de citoyenneté, des chômeurEs et des

salariéEs, les dirigeantEs du SPD et des Verts s'adaptent à la pression de ce bloc de droite. Avec leur propre politique migratoire, ils offrent au racisme et à la haine de droite un espace supplémentaire pour se répandre. On connaît la chanson : copier l'original de droite ne fait que le renforcer, sans consolider les imitateurs qui se vantent d'être un « moindre mal ». Mais ce que Merz en particulier et la majorité du groupe parlementaire de la CDU/CSU qui le soutient n'avaient pas prévu, ce sont les manifestations de masse qui ont suivi leur coup minable de fin janvier 2025. Selon les sondages d'opinion, le principal bénéficiaire de ces protestations est d'ailleurs actuellement le parti réformiste Die Linke, qui se bat pour rester au Bundestag.

### Construire la riposte

Plus de 1,2 million de personnes selon les chiffres de la police, donc bien plus en réalité, ont manifesté dans tout le pays jusqu'au

8 février 2025 contre la collaboration de la CDU de Merz avec l'AfD.

Cette énorme vague de protestations antifascistes dépasse même les vagues d'indignation de janvier 2024, lorsque les cyniques plans de « remigration » de l'extrême droite ont été rendus publics par le réseau de recherche Correctiv.

La CDU/CSU « chrétienne » ne s'attendait pas non plus à la critique virulente de l'incitation à l'expulsion venue des dirigeants des églises protestantes et catholiques.

Le « mur de feu » parlementaire tant évoqué contre l'AfD s'est en tout cas révélé être une illusion. Seule la résistance active, unitaire et solidaire de toutes celles et ceux qui défendent sans réserve les droits humains et les droits fondamentaux permet de lutter contre le fascisme. Mais où sont les initiatives des syndicats nationaux pour lutter contre le fascisme et les attaques intensifiées du grand capital ?

Heinrich Neuhaus

# ANTIRACISME MALCOLM X ET LE COMBAT POUR LES DROITS CIVIQUES AUX ÉTATS-UNIS



Malcolm X a été assassiné le 21 février 1965 au tout début de sa phase de radicalisation qui établissait un lien entre l'histoire raciale des États-Unis et le développement du capitalisme. Sa mort

coïncide aussi avec un pic de radicalisation croissante du mouvement des droits civiques américains. En guise de backlash, la révolution néolibérale des années 1980 est allée de pair avec la

stigmatisation et la répression des populations noires américaines. Le mouvement Black Lives Matter, qui a repris la lutte antiraciste, s'inspire encore de la figure de Malcolm X.

## Des Blacks Panthers à Black Lives Matter, 60 ans de luttes

Le mouvement Black Lives Matter (BLM) de 2020 a sans doute été le mouvement le plus inspirant contre le racisme de ces dernières décennies. Il a constitué le plus grand mouvement social de l'histoire récente des États-Unis et a imposé à l'échelle mondiale la mise à l'ordre du jour des discussions sur le racisme. Ce mouvement a inspiré aussi en France l'une des rares mobilisations importantes de l'antiracisme dans la période récente.

### Antiracisme et anticolonialisme

La situation raciale aux USA a toujours été structurante de la politique américaine. L'assassinat de Malcolm X il y a soixante ans a marqué une étape importante de la lutte pour les droits civiques. En plein mouvement d'émancipation, cette lutte venait rejoindre la dynamique de radicalité qui commençait à naître. En effet, le mouvement des droits civiques marquait l'entrée en scène des personnes noires elles-mêmes pour défendre leurs droits collectivement à la suite de la Seconde Guerre mondiale menée pour la démocratie et la justice contre le fascisme. Il est clair qu'il y avait une convergence avec les grandes vagues de décolonisation et de luttes anticoloniales : Algérie, Vietnam par exemple. Les luttes contre la ségrégation — de facto un peuple sous domination coloniale dans le même pays — ont conduit à



l'un des mouvements les plus importants de l'histoire des États-Unis : manifestations de masse, boycotts collectifs, désobéissance civile. Cette lutte a pris de l'ampleur jusqu'à la jonction avec le mouvement contre la guerre du Vietnam.

**Il y avait une convergence avec les grandes vagues de décolonisation et de luttes anticoloniales**

La création du Black Panther Party, parti politique le plus réprimé de l'histoire des États-Unis, est révélateur, déjà à l'époque, de ce qu'une réponse seulement institutionnelle ne suffit pas à améliorer le sort des noirs et à diminuer le racisme. La répression sanglante des

militantEs noirEs orchestrée par la police américaine a été déterminante pour arrêter cette vague.

### Redlining contre déségrégation

En faisant sa révolution néolibérale au tournant des années 1980, la classe dirigeante a continué de se structurer autour du racisme. Une partie de la société américaine a réagi violemment à la déségrégation : développement des écoles privées (et même fermetures des piscines publiques, pour prendre les exemples les plus criants) ; mise en place des techniques pour limiter l'impact du vote « noir » aux États-Unis par l'ajustement de la carte électorale (ce qui fait que les États du Sud sont les plus racistes et parmi les plus pauvres) ; la guerre à la drogue pour criminaliser

encore plus la population noire (il y a plus de jeunes noirs en prison aux États-Unis qu'à l'université et ils représentent une part disproportionnée de la population carcérale) ; et le redlining s'est développé pour éviter le développement économique des quartiers noirs.

La mort de jeunes noirs causée par la police et les « justiciers » montre l'insécurité permanente dont ils sont victimes. Même si une partie des noirs américains ont enfin pu accéder à des échelons supérieurs de la société américaine, la ségrégation — même informelle — subsiste. Elle est

un des maillons du vote républicain et en miroir explique que le vote noir est essentiellement démocrate (74 % pour les hommes et 95 % pour les femmes).

### Backlash

Le deuxième mandat de Trump va aggraver la situation. La fin de l'Affirmative Action pour les facs (discrimination positive), suivi du backlash sur les DEI (la politique d'inclusivité de l'administration américaine) jusqu'à la fin de l'ensemble des politiques d'aides aux plus pauvres, et la déportation de milliers

de sans-papiers, sont des attaques qui visent directement les populations racisées. L'objectif de la « démocratie » américaine est bien d'avoir des populations subalternes dont les droits sont limités. Quelques semaines avant sa mort, Malcolm X exprimait : « Tu ne peux pas avoir le capitalisme sans le racisme ». Ce qui fait que le mouvement BLM reste un épisode central de l'histoire récente des USA et la force qui potentiellement peut s'opposer aux politiques néofascistes du nouveau locataire de la Maison Blanche.

Édouard Soulier

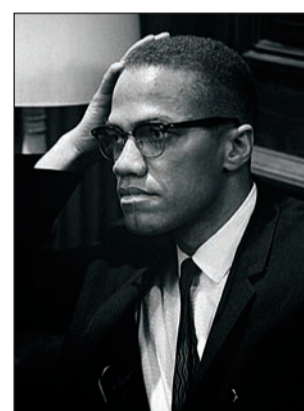
## Les trois Malcolm

Malcolm X n'était pas prédestiné à devenir un leader politique. Si nous devons tirer des enseignements de son parcours, il faut partir du constat que la figure de Malcolm X en éclipse deux autres. Celle qui la précède et celle qui lui succède.

### Malcolm Little

Il naît Malcolm Little le 19 mai 1925. C'est un Afro-Américain ayant grandi dans le Sud avec tout ce que cela sous-entend d'héritage de l'esclavage et de peur viscérale du Ku Klux Klan. Dans son autobiographie relatée par Alex Haley, Malcolm se décrit comme à part dans sa fratrie en raison de sa peau plus claire et de ses cheveux roux. Il fait donc l'analyse, à demi-mots, que le colorisme le situe différemment parmi les siens.

Pourtant, adulte, il connaîtra le destin de nombre d'Afro-Américains, fait de débrouillardise et de deal, ce qui le conduira en prison. Malcolm appartient au lumpenprolétariat, à la part du prolétariat qui est à la fois la plus pauvre et la moins encline à s'organiser pour une transformation révolutionnaire de la société. Celle qui, à en croire Marx ou Trotski, est plus susceptible de pencher du côté de la réaction. En marxistes, nous nous interrogeons donc sur ce qui, de là où il est au moment d'entrer en prison, a conduit Malcolm X à devenir une figure révolutionnaire.



### Malcolm X

Alors qu'il est en prison, les frères et sœurs de Malcolm tous convertiEs, envoient l'un d'entre eux pour le convertir à son tour aux préceptes de la Nation of Islam, en donnant un sens politique à sa condition. Il lui parle du « diable blanc », de l'histoire des Afro-Américains et d'islam. Son parcours a tous les traits d'un parcours de radicalisation semblable à celui de djihadistes ou d'un Kemi Seba. Précisément parce qu'il s'agit d'une radicalisation à la fois politique et religieuse.

Malcolm Little devient porte-parole de Nation of Islam. Il abandonne son nom de famille hérité de l'esclavage et le remplacera par un X, marque du caractère inconnu du nom de ses ancêtres africains. Il devient une figure de premier plan dans le cadre du mouvement des droits civiques dans lequel il porte une voix radicale. Nation of Islam prône un nationalisme noir et un séparatisme racial. Toutefois,

les relations entre lui et le chef de Nation of Islam s'enveniment jusqu'à l'amener à s'en éloigner définitivement.

### Malik al-Shabbazz

Malcolm X se rapproche de l'islam sunnite et adopte une démarche plus internationaliste, empreinte de socialisme et de panafricanisme (dont son père était proche). Il fait le pèlerinage à La Mecque et prend le nom d'Al-Hâjj Mâlik al-Shabbazz (il utilisait déjà le pseudo Shabbazz auparavant). Il ne survit malheureusement pas plus d'un an à sa séparation d'avec Nation of Islam et est tué le 21 février 1965 un peu avant son 40<sup>e</sup> anniversaire.

**Son parcours s'achève précisément là où on voudrait qu'il commence, sur une voie révolutionnaire**

Le parcours de Malcolm X est celui d'un militant sorti d'une condition des plus précaires et politisé sur des bases réactionnaires. Mais son parcours s'achève précisément là où on voudrait qu'il commence, sur une voie révolutionnaire. Ce que nous pouvons en tirer, en militantEs, c'est la nécessité d'avoir des relais dans toutes les couches de notre classe, afin d'être aptes à faire partir nos luttes de ses marges.

Stéphane Waha



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

## BUDGET Riposte unitaire face à ce gouvernement austéraitre et raciste ?

Après trois motions de censure le 6 et le 10 février, le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale sont validés. À peine différents de ceux présentés par Barnier cet automne.

Le gouvernement Bayrou, qui veut ramener le déficit public à 5,4% du PIB en 2025, a coupé dans le budget de plusieurs ministères : l'aide publique au développement, l'écologie, la culture, l'agriculture, la recherche et l'enseignement supérieur (voir *l'Anticapitaliste* n°740 du 6 février). Quelques gestes sur la prévention des catastrophes naturelles, le Fonds vert ou le budget des Outre-mer. Les collectivités locales perdent, elles, toujours 2,2 milliards d'euros.

### Des mesures qui pèsent sur le plus grand nombre

Un effort temporaire sur l'impôt sur le revenu des ménages les plus aisés devrait ramener environ 2 milliards d'euros. La « contribution exceptionnelle » (pour cette année seulement) sur les bénéficiaires des grandes entreprises représenterait 8 milliards d'euros.

La TVA sur les abonnements au gaz et à l'électricité sera relevée de 5,5% à 20% au 1<sup>er</sup> août, tandis que la taxe sur les transactions financières passe à 0,4%. Pas d'erreur pour un gouvernement de droite ! Pour tenir compte de l'inflation, le budget revalorise de 1,8% les tranches du barème de l'impôt sur le revenu. Cette mesure permet à 619 000 contribuables de ne pas devenir imposables, selon le ministère de l'Économie et des Finances. Charitable ! En revanche, toujours pas de rétablissement de l'ISF. Toujours pas non plus de barème progressif de l'impôt... loin pourtant d'être révolutionnaire !

La mesure de baisse du seuil d'exemption sur la TVA à 25 000 euros de chiffre d'affaires annuel (contre 37 500) pour les auto-entrepreneurs a été retirée.

Si le gouvernement a renoncé à étendre à trois le nombre de jours de carence des fonctionnaires en cas d'arrêt maladie, le taux d'indemnisation est ramené à 90% au lieu de 100%. C'est la double peine : malade et moins rémunéré !

### Un gouvernement raciste et austéraitre

Le budget de l'AME (aide médicale d'État) est diminué de 111 millions d'euros par rapport au budget de Michel Barnier, pour le maintenir au niveau de 2024 (environ 1,3 milliard). Une baisse symbolique pour un Premier ministre qui évoque un débat sur ce qu'est « être français » et le « droit du sol ». Un droit remis en cause par Pasqua en 1993 lorsqu'il était dans le gouvernement Balladur... avec Bayrou, alors ministre de l'Éducation nationale. Une façon pour Bayrou de servir la soupe à toutes les politiques d'extrême droite. Bayrou laisse libre cours à Retailleau et Darmanin, que ce soit en matière d'immigration ou de justice des mineurEs.

### La censure, un outil !

Celles et ceux qui, comme le Parti socialiste, ont permis à ce budget de s'imposer au nom de la responsabilité ne peuvent pas se prévaloir de représenter les intérêts de la jeunesse et de la classe ouvrière dans son ensemble. La ligne de crête sur laquelle ces députéEs marchent est si étroite qu'elle les jette à tout moment dans les bras de la macronie à force de vouloir se démarquer de la formation de Jean-Luc Mélenchon. Ainsi en va-t-il de l'extrême polarisation politique, reflet du conflit bien tangible entre capital et travail, entre profits et biens publics.

LFI, de son côté, peut se targuer de tenir la digue face à la cohérence des attaques de la droite et de l'extrême droite et d'être utile à notre camp social sur un plan institutionnel. À l'évidence, il manque à cette gauche qui se divise, s'oppose par voie d'affiches, non pas un programme — il y a celui du NFP — mais un soutien de masse à ce programme, des soutiens militants et unitaires qui se voient dans la rue et dans les mobilisations, s'organisent, se syndiquent et permettent de dépasser les appareils et leurs chefs. C'est ce grand front que nous devons construire.

**Fabienne Dolet**

## GAÏTÉ LYRIQUE Un sursis pour les mineurEs isoléEs

Vendredi 7 février à 13 heures, ce sont environ 300 personnes, associations, syndicats, partis politiques, qui se sont rassemblées devant la Gaîté Lyrique à Paris pour soutenir les jeunes mineurEs en lutte menacéEs d'expulsion par la mairie.



Ce rassemblement, organisé en urgence, visait à montrer une solidarité forte alors qu'un jugement crucial devait être rendu dans l'après-midi concernant leur sort. Ces 300 jeunes, exiléEs et sans solution d'hébergement stable, risquaient de se retrouver à la rue du jour au lendemain.

### Une mobilisation essentielle

Depuis plusieurs semaines, les jeunes mineurEs en lutte de Belleville occupent le théâtre de la Gaîté Lyrique, faute d'alternative. Mais leur présence a suscité des tensions, notamment avec des groupuscules d'extrême droite, dont Reconquête ou encore Les Natifs (ex- Génération identitaire),

qui ont tenté de les intimider à plusieurs reprises. Le dernier épisode en date s'est déroulé dimanche 9 février, lorsque des militantEs et médias d'extrême droite ont tenté de venir sur place — mais ont été maintenuEs à distance — pour les provoquer et chercher l'incident qui pourrait justifier une expulsion brutale. Ces tentatives d'intimidation, loin d'ébranler la détermination des jeunes et de leurs soutiens, ont renforcé leur volonté de se battre pour obtenir un logement digne. Face à ces pressions, la mobilisation du 7 février revêtait une importance capitale. Les jeunes, leurs soutiens associatifs et militants, ainsi que de nombreux citoyens solidaires, ont

appelé à une présence massive pour empêcher une expulsion immédiate et exiger une solution de logement. Car au-delà de la question juridique, c'est une question humanitaire qui se pose : ces mineurEs ont droit à une protection et à un hébergement stable, et non à l'errance forcée.

### Première victoire, mais une bataille loin d'être gagnée

Le jugement rendu dans l'après-midi a apporté une première victoire : aucune expulsion immédiate n'a été prononcée. Les jeunes ont donc obtenu un répit, ce qui montre que la mobilisation porte ses fruits. Cependant, cette décision reste fragile : un nouveau

jugement est prévu la semaine prochaine, et rien ne garantit que l'issue sera favorable. L'expérience passée rappelle que ce type de procédure peut basculer rapidement. Lors de l'occupation de la Maison des Métallos, une situation similaire s'était soldée par une expulsion, et seule la pression populaire avait permis d'obtenir des solutions de logement. La mairie, qui prétend ne pas pouvoir agir immédiatement, remet en cause leur minorité pour ne pas être mise face à ses responsabilités. Il est inacceptable que des jeunes soient laissés à la rue alors que des solutions existent.

### Une mobilisation qui doit s'intensifier

Le sursis obtenu ne doit pas endormir la mobilisation, bien au contraire. La pression doit s'amplifier dans les jours à venir pour éviter que la situation ne se répète et que ces jeunes ne soient à nouveau menacés d'expulsion après le prochain jugement. La mairie et les autorités doivent prendre des engagements concrets pour assurer leur hébergement dans la durée.

Les collectifs et associations engagés dans ce combat lancent donc un appel à toutes celles et ceux qui refusent l'indifférence : la mobilisation doit continuer. Il est crucial d'être nombreux lors des prochaines échéances, d'organiser des actions visibles et de maintenir la pression pour éviter que ces jeunes ne soient jetés à la rue.

Ce vendredi, la solidarité a permis une première avancée. Mais tant qu'une solution digne et durable ne sera pas trouvée, la lutte devra se poursuivre.

Le NPA appelle donc d'urgence à l'unité de toutes les forces militantes. Nous ne céderons pas au fascisme et au racisme d'État !

**Amel**

## VSS Le débat dans la CGT devant le tribunal

Le 5 février comparaissaient à la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal de Paris l'AVFT (Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail) et Gérald Le Corre, membre de la CGT, lesquels sont poursuivis par un autre membre de la CGT.

L'AVFT pour avoir écrit une lettre à la direction de la CGT, datant de février 2023, contestant la réintégration de Benjamin Amar en tant que responsable national départemental de la CGT du Val-de-Marne (94) dont le comportement lui semblait « incompatible avec les principes de dignité humaine et d'égalité femmes-hommes » défendus par le syndicat. La plainte contre lui pour « viols avec torture et actes de barbarie » d'une militante, qui avait également saisi l'AVFT et la CGT, avait été classée sans suite en août 2022.

Gérald Le Corre comparaissait pour avoir divulgué la lettre de l'AVFT dans la CGT en mars 2023. Un geste, qui lui vaut d'ailleurs la défiance de l'AVFT, qui considère que le consentement de la victime était un prérequis et pour qui la lettre n'avait pas vocation à être diffusée.

Là n'était toutefois pas le sujet dans la salle d'audience archi-moderne, mobilier blanc et couleur bois. Il s'agissait pour l'AVFT et Gérald Le Corre de se défendre des accusations de Benjamin Amar d'« atteinte à la vie privée ».

### Atteinte à la vie privée, vraiment ?

La salle était pleine ! Et pour cause ! Il s'agissait là d'une audience à caractère politique, qui n'a pas manqué de susciter des réactions, chuchotements et railleries étouffées, notamment pendant la longue plaidoirie de l'avocat de Benjamin Amar.

Bien qu'il s'en soit défendu, Jérôme Karsenti a en quelque sorte refait le procès et imposé aux trois magistrates la chronologie détaillée des événements, pointant l'importance de leur « décision qui fera jurisprudence », dont l'enjeu se résumait selon lui à opposer deux droits fondamentaux : le droit à la vie privée et la liberté d'expression. Un peu court, sans aucun doute !

### Ou débat d'intérêt général !

Pour l'avocat de Benjamin Amar, qui réclame le droit « à la complexité et la subtilité », la lettre de l'AVFT est tout simplement une remise en cause de la décision de justice de 2022 et une instrumentalisation de la plainte à des fins de règlement de compte politique. Cette lettre dévoilerait des éléments qui relèvent du secret de l'instruction, voire des propos tenus dans « l'alcôve »... de la garde à vue ! Sans rire, on n'imaginait pas tant d'intimité possible ni (même) souhaitable avec la police ! Il accuse : les propos tenus lors de l'expertise psychiatrique sont divulgués, révélant les fantasmes de son client !

Jusqu'ici donc rien de nouveau : la domination masculine réclame le silence, l'omerta, le droit à la vie privée. On s'en serait douté. Jusqu'à considérer la garde à vue comme une « alcôve », c'est plus innovant ! Face à tous ces arguments, les deux avocates de la défense, au-delà des désaccords entre leurs clients, ont défendu le « droit à l'expression »

au nom du débat d'intérêt général. Marjolaine Vignola pour l'AVFT et Maude Beckers pour Gérald Le Corre ont opposé à la protection de la prétendue vie privée la défense des valeurs humaines, des droits des femmes et de la législation pénale en matière de violences sexuelles, et donc l'interpellation de la CGT. Au nom des valeurs qu'elle défend.

Nul doute que si la CGT avait pris les décisions qui s'imposaient en leur temps, c'est-à-dire maintenir le retrait de Benjamin Amar au nom des valeurs du syndicat, ces débats ne seraient jamais arrivés en justice, donc sur la place publique.

Le délibéré sera rendu le 26 mars. Une décision de justice qui fera date, à n'en pas douter ! Et nous, féministes et anticapitalistes, nous continuerons de combattre l'omerta et le pouvoir qu'elle donne à ceux qui en abusent. *l'Anticapitaliste* est d'ailleurs poursuivi par Benjamin Amar pour diffamation pour un article de septembre 2022 qui s'émouvait et s'interrogeait sur la réintégration de Benjamin Amar. À suivre, donc !

**FD**

### À lire sur le site



Mobilisations au Festival international de la bande dessinée

# Culture

## ESSAI **Déni d'humanité. Le rejet européen des personnes conduites à l'exil, de Claude Calame**

Éditions du Croquant, 2024, 62 pages, 5 euros.

Ce petit livre est une excellente analyse critique de la politique européenne envers les réfugiés, qui est un véritable scandale éthique et politique. L'auteur est directeur d'études à l'EHESS (École des Hautes Études en sciences sociales) à Paris et militant écologiste.

Comme le montre Claude Calame, les migrants sont pour la plupart victimes de guerres et de catastrophes sociales et environnementales pour lesquelles les puissances impérialistes et l'Europe

en particulier sont largement responsables. On compte 108 millions de personnes déplacées en 2022, dont l'écrasante majorité se positionne à l'intérieur d'un même pays ou dans un pays (pauvre) limitrophe. Moins de 1% de ces personnes contraintes au déplacement essayent d'arriver en Europe.



### Politique inhumaine de fermeture des frontières

La politique européenne de fermeture des frontières est directement responsable de 50 000 morts environ depuis le début des années 2000, pour la plupart naufragés dans la Méditerranée. La police européenne des frontières, Frontex, joue un rôle déterminant dans la pratique de blocage et refoulement des migrants. Ce n'est pas un hasard si son ex-directeur, Fabrice Leggeri, a été élu député européen sur la liste du Rassemblement national l'épéniste. Un des aspects les plus sinistres de cette orientation, ce sont les accords avec les garde-côtes libyens pour empêcher les migrants de partir, en les enfermant dans des camps où ils et elles sont soumis à des extorsions, des viols et des tortures. Il s'agit, constate Claude Calame, d'un véritable déni d'humanité.

### Mesures répressives

Pour ceux qui arrivent, malgré tout, à atteindre les côtes de l'Europe, on a préparé un arsenal de mesures répressives, dans une logique de contrôle, de harcèlement et de bannissement, qui inclut aussi la criminalisation des aides et donc le « délit de solidarité ». Les divers gouvernements français se sont illustrés avec leurs mesures légales anti-migrants, dont la loi Darmanin est tristement un bon exemple.

Cet ensemble de pratiques constitue, selon Claude Calame qui cite les travaux de divers juristes, un crime contre l'humanité. Heureusement des militants de la solidarité tentent de résister, en sauvant les migrants naufragés (SOS Méditerranée) ou en assurant leur accueil une fois arrivés en France ou Europe. Il s'agit, signale l'auteur, de partager avec elles et eux notre commune humanité. Mais en dernière analyse, seule la rupture écologiste avec le système dominé par le néolibéralisme autoritaire auquel nous sommes confrontés peut renverser la situation.

Michael Löwy

## BANDE DESSINÉE **Champs de bataille. L'Histoire enfouie du remembrement, de Inès Léraud et Pierre Van Hove**

Delcourt, 2024, 192 pages, 23,75 euros.

On connaît la rigueur et la pugnacité d'Inès Léraud, qui dans une œuvre multiforme — radio, BD, cinéma — a dépeint les liens entre la pollution des algues vertes et l'agrobusiness. Elle revient ici, avec son complice Pierre Van Hove, pour documenter un épisode méconnu de l'histoire de nos campagnes : le remembrement.

le bon élève, c'est la Beauce. Il va falloir s'aligner, redresser le territoire biscornu des bocages qui empêche de profiter en ligne droite ! C'est qu'il faut augmenter



le rendement à l'hectare, ouvrir le marché aux tracteurs ! Finis les chevaux — ils seront abattus et mangés ! —, finis les talus, défoncés, rasés au bulldozer, finis les méandres des multiples

petits ruisseaux. Pour y parvenir, la classe politique de la 4<sup>e</sup> puis de la 5<sup>e</sup> République déploie des trésors de conviction « progressiste » — tu es contre, c'est de l'obscurantisme —, de professions de foi productivistes. On y retrouve de Gaulle et ses amis, des socialistes, des élus locaux sincèrement convaincus et des carriéristes sans vergogne.

### Résistances !

Comme souvent, cette histoire est celle de l'acceptation (l'enjeu) de mesures venues d'en haut, mal expliquées — quand elles le sont — présentées aux paysans bretons ou d'ailleurs, comme un progrès incontournable, qui sont mises en place par l'État pour leur bien. Et gare à ceux qui résistent ! Et c'est là un des aspects les plus intéressants de l'ouvrage, Inès Léraud et Pierre Van Hove, s'appuyant sur le travail de Léandre Mandard — le régional de l'étape, doctorant

en histoire contemporaine — rendent justice à ces femmes et ces hommes qui se sont battus ! L'histoire de la résistance au remembrement est encore plus mal connue que celle du remembrement lui-même. C'est que la politique des pouvoirs publics a été de monter les uns contre les autres, les habitants des campagnes, envoyant les flics contre les opposants, allant jusqu'à interner les plus récalcitrants dans des établissements psychiatriques peu regardants ! Ironie de l'histoire : à l'occasion des inondations qui affectent la Bretagne en janvier 2025, si nombre de commentaires pointent l'artificialisation des sols, la destruction des talus, le redressement et la canalisation des cours d'eau, ajoutant l'urbanisation débridée, la plupart rechignent à nommer le remembrement au titre des causes évidentes et les plus dévastatrices...  
Vincent Gibelin

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

**Rouge : petite projection, grands souvenirs à Carhaix.** Affluence mi-figue mi-raisin le 6 février au cinéma le Grand Bleu de Carhaix (29) : une trentaine de personnes dont 25 entrées payantes, parmi lesquelles des militants locaux, des camarades de Kemper, des libertaires de la FA, des militants engagés dans la défense de l'hôpital, des anciens de la LCR, et Christian Troadec le maire de Carhaix.

Les conditions météo annoncées (brouillard et verglas) ont dû dissuader certaines personnes intéressées d'effectuer le trajet vers Carhaix sur des petites routes de campagne. Michel de Carhaix et Gérard de Quimper ont présenté le film, après la projection une discussion s'est engagée sur le contexte de l'époque, le but de la souscription, la nécessité d'avoir une presse. Gérard a raconté comment il récupérait la liasse de journaux à la gare et la déposait dans un bistrot : à midi tout était parti, une ancienne de la LCR a rappelé les ventes militantes sur les marchés (pour l'hebdo). Des précieux euros ont été récoltés pour la souscription.

CorrespondantEs



### Du cinéma militant à Malakoff

Le 5 février, les militants du NPA-l'Anticapitaliste du sud du 92 organisaient une projection à la Maison de la vie associative de Malakoff. L'occasion pour des anciens de la LCR, de toutes périodes de se retrouver, de partager leurs souvenirs. L'occasion aussi pour des plus

jeunes de découvrir et comprendre une période, celle qui suit Mai 68, sa fureur militante, sa joie révolutionnaire qui ont porté jusqu'à la fête de Rouge en 1975 les militants Es qui animèrent le quotidien Rouge.

Plus de trente personnes ont échangé sur les différences et les continuités entre cette période et aujourd'hui, les changements dans l'imprimerie, la nécessité d'un journal, de médias et d'un espace, d'un local pour transmettre des idées et changer la société. Quelques sous ont été récoltés pour la souscription et surtout des contacts ont été pris. Une soirée sympathique qui en appelle d'autres!

CorrespondantEs

**De Carmaux à Gaillac, Rouge était le journal!** Le 31 janvier à Carmaux, les deux comités NPA du département du Tarn (nord et sud) ont été invités par l'association Clap Action pour voir le film Rouge, la couleur qui annonce le journal. Plus de 120 personnes sont venues partager cette soirée de mémoire militante et de débats, dont la députée LFI de la circonscription Karen Erodé.

Après la projection du film, Olivier Besancenot a retracé les enjeux techniques et financiers de la création d'un quotidien et l'énergie militante qui a permis cette aventure inédite dans l'extrême gauche française. Certains ont évoqué leurs souvenirs. Gilles, ancien mineur, se rappelle les tournées quotidiennes auprès des kiosques et boutiques de presse pour s'assurer de la présence du journal. Lucien, ancien animateur de la Ligue dans le Tarn, en présentant un vinyle — collector — se souvient de l'énorme fête de lancement de Rouge quotidien en octobre 1975, rassemblant plus de 70 000 personnes à la Villette. Pour lui, la révolution des Œillets au Portugal — plusieurs capitaines étaient présents ce jour-là — était à la fois le marqueur de l'enthousiasme militant et peut-être aussi le vrai tournant politique de l'époque.



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Dans l'après-midi, Olivier avait animé une rencontre à Gaillac en présence d'une quarantaine de militants de tous les courants de lutte du territoire. Le débat fut animé, la perspective des municipales dans un an avive les tensions entre les partis et les associations locales. Pris à témoin, Olivier — sans pouvoir trancher les débats locaux — a rappelé, en ce moment de grand danger, l'unité nécessaire pour déjouer le piège que nous tendent la droite extrême et l'extrême droite. Une journée importante dans le département pour les comités du NPA qui apparaissent comme un outil de combat pour les luttes et de réflexion sur les perspectives politiques.

Correspondant

### À lire sur le site



**6<sup>e</sup> Congrès du NPA-l'Anticapitaliste, c'est parti!**

## Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

# SYNDICALISME « Face au libéralisme et à la menace d'une prise de pouvoir par l'extrême droite, il faut être inventifs et ambitieux! »

**Entretien.** Le 11<sup>e</sup> Congrès national de la FSU (Fédération syndicale unitaire) s'est tenu à Rennes du 3 au 7 février. La nouvelle secrétaire générale, **Caroline Chevé**, a bien voulu répondre aux questions de L'Anticapitaliste.

**Comment devient-on secrétaire générale de la FSU, Caroline Chevé?** Mon parcours est un parcours militant assez classique, militante au secteur « entrée dans le métier » du SNES FSU, puis à la direction de la section académique d'Aix-Marseille, élue des personnels en comité technique, en CAP (commission administrative paritaire) et en CHSCT, j'ai pris une première casquette « fédérale » en 2019, en pleine bataille sur les retraites, comme secrétaire départementale de la FSU13. Le mouvement de 2023 m'a amenée à m'impliquer pleinement dans la réflexion fédérale nationale, je pense que c'est comme ça que l'idée a émergé dans la FSU de me confier cette tâche.

**Quels ont été les temps forts du congrès?**

Sans conteste la réunion de la commission Droits des femmes : la salle était pleine, l'ambiance combative et joyeuse, un moment fort qui annonce une belle grève féministe le 8 mars ! Je retiens aussi l'intervention de Saed Erziqat, secrétaire général du GUPT (General Union of Palestinian Teachers) dont le témoignage sur l'éducation nous a bouleversés. Et bien sûr les autres interventions des invitées, Cécile Duflo pour l'AES (Alliance écologique et sociale), et les secrétaires générales de la CGT et de Solidaires : les femmes sont désormais majoritaires dans l'intersyndicale interpro !

**Les femmes sont désormais majoritaires dans l'intersyndicale interpro**

**La FSU est très diverse : le congrès a-t-il arrêté des axes revendicatifs unifiés permettant de mobiliser toutes les composantes, dans l'unité avec les autres organisations syndicales ?**

La FSU est présente dans la fonction publique de l'État et dans la territoriale. La mobilisation de 2023 contre la réforme des retraites continue de produire des effets : maintenant que le dossier est rouvert, nous allons peser pour obtenir l'abrogation de cette réforme, et remettre sur la table les conséquences désastreuses des précédentes, notamment pour les femmes. Nous n'acceptons pas que les retraites des fonctionnaires soient discutées en l'absence d'une de leurs principales organisations syndicales, c'est pourquoi nous exigeons d'être reçus. Pour cela il nous faut alimenter le rapport de forces, et nous sommes prêts à mobiliser nos collègues. Les rémunérations des agentEs de la fonction publique sont



DR

centrales : il faut augmenter de 20% le point d'indice et donner 80 points supplémentaires à toutes les agentEs tout de suite. Il faut revaloriser les métiers les plus féminisés qui sont les moins bien rémunérés, et les plus précaires. Il faut arrêter les politiques d'individualisation des rémunérations qui cassent les collectifs et aggravent les inégalités. Nous sommes aussi bien déterminés à faire reculer le gouvernement sur les 90% de rémunération en congé maladie : au regard des conditions de travail et du vieillissement des agentEs de la fonction publique, c'est inadmissible. D'autres chantiers sont fondamentaux : la santé au travail, l'aménagement des fins de carrière, les recrutements...

Le budget d'austérité, arraché par un triple 49.3, aura des conséquences terribles sur les services publics. Nous avons gagné contre la suppression des 4 000 postes à l'éducation, mais si nous n'obtenons pas de collectif budgétaire pour créer des postes, la rentrée scolaire 2026 va encore être très dure. Là aussi nous alertons et mobilisons nos collègues !

Ce sont des sujets qui rassemblent au sein des intersyndicales au niveau interpro, fonction publique, ou dans les secteurs, même si nous ne voyons pas toutes les choses de la même façon : nous continuons à travailler à des stratégies communes.

Nous sommes aussi engagés dans une campagne unitaire pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme sur les lieux de travail, pour nous, c'est central.

**Où en êtes-vous des contacts avec la CGT ? Et Solidaires ? La maison commune ?**

La CGT et Solidaires sont nos partenaires permanents dans les luttes, nos analyses convergent la plupart du temps. Nous nous retrouvons dans une même ambition de développer un syndicalisme qui transforme la société tout en défendant les travailleurEs. La FSU porte depuis longtemps l'ambition

de construire un nouvel outil syndical, capable de répondre aux enjeux actuels. Pour cela elle s'adresse prioritairement à la CGT et à Solidaires, mais sans exclusive des forces qui pourraient nous rejoindre. Avec la CGT des discussions ont commencé l'an dernier, pour engager une étape de rapprochement qui ne soit pas une affaire d'appareils syndicaux, mais une dynamique visant à renforcer notre syndicalisme. Dans la perspective de la construction d'un nouvel outil syndical, a émergé l'idée de la mise en place d'une « maison commune du syndicalisme de lutte et de transformation sociale » à construire avec souplesse en fonction des secteurs et en s'appuyant sur le contexte local, au plus près du terrain qui pourra entraîner les équipes militantes au-delà des seules FSU et CGT.

Concrètement, il s'agit de proposer des espaces d'échanges et de travail thématiques pour bâtir ensemble des plateformes revendicatives, de développer un catalogue partagé de formations syndicales en direction des militantEs comme des salariéEs, à l'image de ce qui a été initié sur la lutte contre les idées d'extrême droite. Nous allons aussi envisager des initiatives, des publications et des campagnes communes en direction des salariéEs. Dans la fonction publique, nous pensons à la préparation collective et partagée des instances de l'administration ou des collectivités, quand cela est possible, en complément de ce qui est fait par nos syndicats nationaux.

Face au libéralisme, et à la menace d'une prise de pouvoir par l'extrême droite, si on veut renforcer le syndicalisme de transformation sociale et trouver un souffle nouveau pour le monde du travail, il faut être inventifs et ambitieux !

**La FSU a participé au NFP. Est-elle prête à s'engager à nouveau, pour la défense des libertés et contre l'extrême droite, dans la construction d'un cadre unitaire social et électoral regroupant partis, syndicats, mouvements sociaux ?**

Attention soyons précis ! La FSU a participé à la dynamique du NFP, pas au NFP en tant que tel, au sens de l'alliance qui ne

**La FSU a participé à la dynamique du NFP, pas au NFP en tant que tel**

concerne que les partis. Face à la menace d'une prise de pouvoir par le RN aux législatives de 2024, la FSU s'est engagée de manière inédite : elle a appelé à voter pour le programme du NFP, en considérant qu'une part importante de ses revendications — mais pas toutes — s'y trouvaient.

Elle l'a fait en toute indépendance et en conscience. Elle s'est investie fortement dans la dynamique incroyable qui a empêché la victoire de l'extrême droite, manifestation, meetings, expressions publiques...

Aujourd'hui la FSU considère qu'il faut peser sur les programmes des organisations progressistes, elle le fait dans de multiples cadres, parfois seulement avec les organisations syndicales et les associations, parfois aussi avec les organisations politiques, sur des sujets majeurs comme la lutte contre l'extrême droite, l'égalité entre les femmes et les hommes, la défense des libertés... L'idée d'un cadre unitaire tel que vous le décrivez dans votre question ne correspond pas, aux yeux de la FSU, à la période que nous connaissons et elle pourrait mettre à mal l'indépendance syndicale. Les organisations syndicales doivent conserver toute leur latitude pour définir les stratégies avec les salariéEs et les agentEs publics. C'est sur le lieu de travail que se construisent les mobilisations qui permettent de peser sur le politique. En revanche nous pensons essentiel de multiplier les espaces d'échanges, de rencontrer les partis et les éluEs pour nourrir les programmes et ouvrir des débouchés politiques à nos luttes.

**Propos recueillis par Vincent Gibelin**

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPA Lanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Et chaque mois,**

**L'Anticapitaliste**  
la revue

**Le n°163 est disponible**

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**L'Anticapitaliste,**  
2, rue Richard-  
Lenoir,  
93108 Montreuil  
cedex.



**Abonne-toi**



**Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi !**

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)



**L'image de la semaine**



**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)